



Bulletin de liaison

MARCHE MONDIALE DES FEMMES



Vol. 6, No. 4

Décembre 2003

AGIR ENSEMBLE POUR CRÉER NOTRE UTOPIE FÉMINISTE !

La Marche mondiale des femmes, ce réseau et mouvement mondial d'actions féministes qui regroupe des groupes de femmes dans 163 pays et territoires du monde, est entrée dans une nouvelle phase de mobilisation. En effet, lors de notre dernière rencontre internationale (en Inde au mois de mars 2003) nous avons adopté un plan d'action nous menant jusqu'à 2006. Au mois de juillet 2003 le Comité international de la Marche (composé de militantes de 11 pays) s'est réuni à Utrecht (Pays Bas) pour finaliser le plan d'action et préciser les prochaines étapes de travail et de mobilisation. Voici des extraits d'une lettre envoyée au mois de septembre par le Comité international aux coordinations nationales de la Marche présentant brièvement notre plan d'action. En espérant que ceci vous stimule et vous donne envie de vous engager dans ces actions conjointement et en solidarité avec des femmes du monde!

La Charte mondiale des femmes pour l'humanité

Notre désir de construire ensemble une charte mondiale des femmes pour l'humanité est basé sur l'urgence de proposer des alternatives économiques, politiques, sociales et culturelles afin de rendre un autre monde possible. Nous voulons crier haut et fort notre volonté de bâtir un monde fondé sur l'égalité entre les femmes et les hommes, entre tous les êtres humains et entre les peuples et dans le respect de notre environnement planétaire. Nous voulons également confronter nos visions de cet autre monde et nos solutions féministes entre nous, femmes, et avec les organisations alliées, tant au niveau local, national, régional, qu'international.

Nous proposerons les grandes lignes d'une charte pour un autre monde possible avec des valeurs universelles et féministes. Ce document prendra racine dans les 17 revendications mondiales de la Marche pour formuler des propositions d'alternatives. Nous voulons une déclaration de principes universels plutôt qu'une liste de revendications. Il s'agit de déclarer le modèle de société que nous voudrions, notre utopie féministe qui nous sert de guide dans l'élaboration de nos stratégies d'action.

Pourquoi une charte?

Le but de la Charte est de nous affirmer en tant que force indispensable de transformation globale de la société et d'être un instrument de mobilisation des mouvements internationaux de femmes.

Elle s'adresse aux femmes du monde et à leurs organisations, à la société civile et aux mouvements sociaux ainsi qu'aux institutions (locales, nationales, régionales et internationales).

Dans le cadre des différentes actions de la Marche, la Charte sera remise aux gouvernements nationaux, locaux ou régionaux et utilisée pour interpeller sous diverses formes des institutions politiques et économiques. Nous la remettrons également aux mouvements sociaux. Encore une fois, notre action sera d'abord ancrée dans un processus d'éducation populaire qui mènera chaque groupe participant à apporter les voix des femmes et à tisser les liens entre les alternatives proposées par les femmes des divers pays. La Charte sera la pierre angulaire de ces actions et activités d'éducation populaire. Nous partagerons cette vision féministe de l'humanité de diverses façons avec nos communautés respectives. Nous trouverons également des manières de lier ce «manifeste» global à nos préoccupations et revendications locales et nationales. Nous utiliserons des moyens créatifs pour exprimer la charte en théâtre, en chanson, et bien sur en courtpointe !

L'élaboration de la charte

Il est entendu que l'élaboration de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité qu'entreprendra la Marche mondiale des femmes fera appel à la participation de tous les groupes membres de notre réseau et de notre mouvement. Il est également entendu que le contenu de la Charte devra être fondé sur les dix-sept revendications mondiales de la MMF et traduire les utopies, les idées et les stratégies qui les ont inspirées. Également, nous désirons souligner l'apport des féministes qui, au cours des dernières décennies, ont écrit des textes encore pertinents, susceptibles de nourrir notre travail sur la Charte.

La démarche proposée pour l'élaboration de la Charte consiste en trois volets:

❖ *Réunir des textes inspirants*

Nous comptons effectuer des recherches en vue de faire un inventaire des textes féministes qui nourrissent notre vision et pourraient servir à la rédaction de notre charte (par exemple, la Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne d'Olympe de Gouges, certains textes produits par la Marche mondiale des femmes, etc.), ainsi que des «pratiques exemplaires» adoptées à l'échelle locale ou nationale pour promouvoir les droits des femmes.

❖ *Questions à débattre au sein des groupes de la MMF*

Nous voulons cerner les questions et les débats nécessaires à l'avancement de certaines de nos visions et de nos utopies.

❖ *Contributions des groupes locaux*

Nous souhaitons également inviter les organisations locales et de la base à participer à l'élaboration de la charte, en faisant appel à des méthodes d'éducation populaire et à des moyens créatifs qui permettront aux femmes d'exprimer leurs aspirations, leurs rêves, etc.

Un canevas général du contenu possible pour la Charte a été envoyé aux coordinations nationales de la MMF afin que des discussions puissent être organisées pour contribuer déjà à la construction du premier brouillon. Comme cadre général, nous avons proposé d'aborder cinq thèmes généraux dans la Charte (Droits universels, Économie, Écologie, Libertés et égalité et Démocratie). Suite aux commentaires reçus, nous proposons plutôt d'aborder les différents thèmes sous l'angle de valeurs féministes : égalité, libertés, solidarités, justice et paix. En février un premier brouillon de la Charte sera envoyé aux coordinations nationales de la Marche afin qu'elles puissent organiser les contributions des groupes de la base. Suite aux contributions et

commentaires reçus, une deuxième version sera écrite et l'adoption de la Charte aura lieu à la 5ième Rencontre internationale de la MMF au Rwanda en décembre 2004.

Tout au long du processus d'élaboration de la Charte et de préparation des prochaines actions mondiales de la MMF, la coordination générale sera assumée par le Comité international et le Secrétariat international de la MMF (basé à Montréal). De plus, dans un esprit d'une plus grande décentralisation, certaines coordinations nationales assumeront des rôles de coordination de dossiers mondiaux. C'est dans cet esprit que le Comité international a demandé au Québec de travailler conjointement avec le Secrétariat international à la mise sur pied d'un Sous-comité international responsable pour l'ensemble du processus d'élaboration et d'adoption de la Charte. C'est avec plaisir que la Coalition nationale des femmes contre la pauvreté et la violence, et la Fédération des femmes du Québec qui en assume sa coordination, ont accepté ce rôle.

Actions de portée mondiale pour 2005

Relais mondial de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité

Le 8 mars 2005, le lancement de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité aura lieu simultanément dans chaque pays participant et des événements à caractère public souligneront l'occasion. Le même jour, le Relais mondial de la Charte mondiale des femmes sera également lancé. Au cours de celui-ci, un exemplaire papier de la Charte fera le tour du monde et s'arrêtera à 50 points. Le relais commencera au Brésil et parcourra ensuite les Amériques, l'Océanie, l'Asie, le Moyen-Orient, l'Europe et l'Afrique, pour se terminer le 17 octobre 2005 (journée mondiale pour l'élimination de la pauvreté) dans un pays africain (à déterminer). La charte sera accompagnée d'une carte du monde; chaque pays qu'elle traversera brodera son emplacement sur la carte en vue de tracer le parcours du document. Celui-ci restera sur place environ 3 ou 4 jours, pendant lesquels des événements pourront être organisés, avant de poursuivre son parcours.

Marches nationales et régionales de relais

Là où c'est possible, les pays et les régions organiseront des marches à relais pendant la période allant du 8 mars au 17 octobre. Les pays concernés pourraient éventuellement organiser leur propre marche en vue de la faire coïncider avec l'arrivée de la charte sur leur territoire.

Courtepointe de la solidarité mondiale

Le 8 mars 2005, ou autour de cette date, au terme des activités d'éducation populaire sur la Charte qui se seront déroulées un peu partout, les femmes seront invitées à représenter artistiquement leur vision d'un autre monde sur des pièces de matériel qui seront ensuite assemblées pour constituer une courtepointe de la solidarité. Les pièces devront être envoyées dans un lieu central avant le 1er juin 2005, afin d'y être assemblées; la courtepointe sera apportée à un rassemblement d'une délégation internationale prévue pour le 17 octobre (voir ci-dessous). À la suite de l'action du 17 octobre, la grande courtepointe sera divisée en cinq courtepointes mondiales qui voyageront ensuite vers différentes régions du monde pour être vues par d'autres femmes et utilisées à l'occasion d'actions régionales, nationales ou internationales, qui pourraient être organisées, en particulier, en vue du 25 novembre (journée internationale pour l'élimination de la violence envers les femmes).

Les 24 heures de la solidarité mondiale des femmes et d'actions contre la pauvreté et la violence envers les femmes

Le 17 octobre 2005 à midi (heure locale), des actions locales d'une durée d'une heure se dérouleront partout dans le monde. Les actions débiteront en Océanie et progresseront vers l'ouest, suivant le soleil, d'un fuseau horaire à l'autre sur une période de 24 heures, pour constituer un relais féministe de 24 heures.

Arrivée de la Charte et de la Courtepointe de la solidarité

Le 17 octobre 2005, la Charte et la courtepointe arriveront à leur destination finale en Afrique (pays à déterminer), pour être accueillie par une petite délégation internationale au cours d'une action de solidarité.

CALENDRIER DES ACTIONS DE LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES

8 mars 2005 :

- Lancement de la Charte dans chaque pays
- Début du Relais mondial de la Charte au Brésil
- Activités de création des morceaux de la courtepointe

8 mars-17 octobre 2005 :

- Marches à relais

17 octobre 2005 :

- Événement de la délégation internationale en Afrique et arrivée de la Charte et la courtepointe
- 24 heures de la solidarité mondiale des femmes

Commençant le 18 octobre 2005 et se poursuivant au moins jusqu'en 2006 :

- Tournée de la Courtepointe mondiale par région du monde (cinq courtepointes circuleront)

CITOYENNES DU MONDE À CANCUN

Le Forum international des droits des femmes dans les accords commerciaux, tenu les 8 et 9 septembre à l'occasion du Forum des peuples pour une alternative à l'OMC, a connu un franc succès dû, entre autres, à sa contribution envers la construction d'un front mondial de résistance des femmes face à l'imposition d'un modèle économique et social universel dominé par les lois du marché. La MMF du Mexique était un des groupes organisateurs du Forum auquel ont participé des femmes de la Marche mondiale des femmes de plusieurs pays.

Pendant deux journées, nous étions 230 participantes de 43 pays membres de réseaux féministes des cinq continents à analyser les décisions prises par la poignée de pays développés qui contrôlent l'OMC et l'effet de celles-ci sur la vie des femmes et des populations. Au fil de plus de 30 communications et des plénières nous avons traité des aspects les plus pertinents pour l'agenda des femmes en matière d'agriculture, de souveraineté et de sécurité alimentaire, d'OGM et d'économies rurales, alternatives et solidaires, de services de santé, d'éducation, d'eau, des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (le TRIPS par l'acronyme en anglais), des droits du travail, d'investissements, de militarisation et de violence envers les femmes, de dette extérieure et de migration.

La déclaration qui suit fut adoptée lors du Forum.

Déclaration politique du Forum international sur les droits des femmes et les accords commerciaux.

(8 et 9 septembre 2003, Cancun, Quintana Roo, Mexique)

Nous, les femmes participantes des pays suivants : Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Canada, Colombie, Costa Rica, Cuba, Chili, Danemark, Équateur, El Salvador, Espagne, États-Unis, Philippines, France, Grande Bretagne, Guatemala, Guyane, Hollande, Inde, Irlande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Corée, Mexique, Mongolie, Paraguay, Palestine, Pérou, Sénégal, Suisse, Afrique du Sud, Thaïlande, Turquie, Uganda et Venezuela...

DECLARONS :

1. Que la Ve conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du Commerce ayant eu lieu à Cancun, se déroule dans un contexte mondial marqué par la guerre, la militarisation et l'unilatéralisme dans plusieurs régions du monde.
2. Que les grandes puissances économiques et les sociétés internationales déploient, par le biais d'accords régionaux et bilatéraux, de nouvelles stratégies pour imposer aux pays en développement des conditions et des pressions qui ne font qu'aggraver les inégalités et les conditions défavorables des collectivités, des peuples autochtones et tout particulièrement des femmes.
3. Que les négociations de l'OMC et les accords de libre-échange fragilisent les droits humains, économiques, sociaux et culturels des femmes enclavés dans la Déclaration universelle des droits humains et dans de nombreuses conventions internationales.
4. Que les peuples les plus défavorisés du monde se retrouvent devant une situation de manque de protection juridique due aux inégalités face à la force juridique que ces accords possèdent dans ces pays, où ils ont un caractère constitutionnel tandis que tel n'est pas le cas pour les grandes puissances économiques. Une fois les accords signés il est extrêmement difficile de les révoquer.
5. Que les thèmes à l'ordre du jour de la Ve Conférence ministérielle sont susceptibles d'avoir des effets négatifs et drastiques sur la qualité de vie des femmes du monde entier.

- L'agriculture est une activité et une forme de vie essentielles au développement des pays puisqu'elle est le moyen de subsistance pour des milliards de personnes et de familles, Elle est, par surcroît, la base de la souveraineté alimentaire et une source de richesses et de savoirs que les femmes ont accumulés et protégés au fil des siècles.
- La privatisation des services publics transfère sur le dos des femmes les coûts sociaux de la reproduction. Les services de santé, d'éducation, d'approvisionnement en eau et autres sont la responsabilité des gouvernements et par conséquent, les accords de l'OMC ne doivent pas les transformer en de simples marchandises.
- Les accords sur la propriété intellectuelle qui touchent au commerce usurpent les droits des communautés sur leurs ressources naturelles et les connaissances traditionnelles des femmes autochtones. Ils favorisent la privatisation des ressources génétiques et de la biodiversité, ils empêchent le développement scientifique et technologique des pays en développement et accordent la primauté aux profits des grandes transnationales.

6. Qu'on ne devrait pas entamer de négociations sur les nommés « nouveaux thèmes » tels que l'investissement, la concurrence, les marchés publics et la facilitation des échanges car ils mèneront à l'appauvrissement des pays en développement et rendront plus difficile l'élimination des inégalités entre hommes et femmes.

7. Que nous les femmes mettront de l'avant un agenda alternatif à la mondialisation axé sur les droits humains, économiques, sociaux et culturels des femmes qui :

- Garantira la souveraineté et sécurité alimentaire des nations, reconnaîtra le rôle prépondérant des femmes dans la production agroalimentaire et transformera les relations de genre de façon à leur permettre le plein exercice de leurs droits citoyens.
- Établira la primauté des accords et conventions internationales qui traitent des droits de la personne, de l'environnement, du travail, des femmes et les droits de reproduction sur toutes règles ou traités commerciaux.
- Défendra la mise sur pied d'instances et mécanismes qui favorisent la gouvernance démocratique entre nations et qui permettent aux pays en voie de développement de récupérer leur droit à la souveraineté. Ces mécanismes devront assurer la participation des femmes sur le même pied d'égalité.

Le Forum international des droits des femmes et des accords commerciaux lance un appel aux gouvernements et leur demande de ne signer aucun accord qui puisse compromettre la qualité de vie des femmes.

Nous invitons le Forum des peuples pour une alternative à l'OMC à se joindre à cette déclaration et à faire siennes les revendications des femmes qui constituons le 70% des pauvres de la terre.

Mujeres Hacia Cancún (le collectif ayant préparé le forum, composé de plusieurs organismes dont la Marche mondiale des femmes)

ASSEMBLÉE EUROPÉENNE POUR LES DROITS DES FEMMES

A l'issue du 1er Forum Social Européen (FSE) de Florence en novembre 2002, l'idée avait été lancée d'organiser une Assemblée Européenne pour les Droits des Femmes pour le FSE suivant à Paris (en novembre 2003). Cette idée répondait à plusieurs préoccupations :

- un bilan très négatif de la prise en compte dans le forum des préoccupations et revendications touchant les femmes : très peu d'intervenantes aux tribunes dans les plénières et les séminaires ; très peu d'interventions sur la spécificité femmes dans les thèmes abordés ; en général, très peu d'investissement des hommes dans les ateliers et séminaires femmes... ;
- le besoin de réunir, pour la première fois et dans le cadre du FSE, le plus d'associations féministes européennes possible dans le but d'échanger et de mettre en commun nos expériences ; de délimiter les thèmes prioritaires à travailler ensemble ; de décider de campagnes communes ; de créer, pour se faire, des réseaux européens ainsi qu'un Manifeste de revendications européennes.
- affirmer et imposer notre place dans le mouvement altermondialiste.

Bref, nous comprenions l'urgence de construire une force féministe européenne commune pour résister aux attaques contre nos acquis et en gagner de nouveaux, particulièrement dans les pays qui sont en retard.

Un beau succès

Le défi a été tenu et a même largement dépassé nos espérances : 3500 personnes dans le chapiteau, 360 associations et organisations de 55 pays de 5 continents. Un afflux de monde qui prouve que le sujet de l'émancipation des femmes reste un problème qui fait débat ; qui démontre aussi une énorme attente et le besoin de se mobiliser. Nous avons pu vérifier que tous les réseaux européens ont pu et voulu se mobiliser pour cette date et ont senti qu'ils y avaient leurs places. On sent naître une conscience européenne qui a besoin de se mobiliser pour avoir plus de force.

Il y eu une majorité de militantes féministes et d'associations de femmes dans cette assemblée. Mais cela a été bien au-delà, beaucoup de participant-es ayant estimé cette journée comme partie prenante du Forum, donc une occasion supplémentaire d'écouter et de se former sur ce thème.

Malgré quelques difficultés logistiques, tout c'est passé dans une bonne ambiance, chaleureuse, solidaire, résolument optimiste, avec des interventions denses et souvent émouvantes. Cette journée, avec ses plénières et ses ateliers (Femmes et pouvoir, Femmes et guerre, Emploi/pauvreté/précarité, Femmes et Violences, Femmes migrantes, Droit de choisir) a vraiment permis de mieux comprendre la situation des droits des femmes en Europe et de poser des jalons pour travailler ensemble.

L'Assemblée des femmes et le reste du FSE

L'Assemblée des femmes a marqué le reste du Forum Social Européen et ce pour plusieurs raisons :

- sa tenue a obligé les féministes à participer à toute la préparation du FSE, à être plus vigilantes ;
- elle a permis, pendant la préparation du FSE, d'avoir plusieurs fois le débat sur la place des femmes dans le forum ; ce qui fait que tout le monde a été plus vigilant sur la présence des femmes dans les plénières et séminaires même si l'objectif généreux de parité affiché au début a été un peu oublié sur la fin. Quoiqu'il en soit, la présence des femmes aux tribunes est passé d'environ 20 % à Florence à environ 35 %. Encore des efforts à faire ! Le mouvement des femmes que l'on construit doit aider le mouvement social et altermondialiste à prendre en compte les problèmes des femmes.

Nous avons fait l'ouverture du FSE, c'est ainsi que cette journée a été vécue par le public et les médias ; cette Assemblée a permis un saut quantitatif de la participation des associations féministes au FSE ; les personnes qui sont venu-es à l'Assemblée des femmes sont rentré-es dans le mouvement altermondialiste. Tout cela est très positif.

L'impact et le succès de cette journée sont la démonstration qu'elle était nécessaire et que l'on avait raison de se battre pour l'obtenir. Le sentiment général est que, puisque nous avons fait la preuve de son importance, elle devrait maintenant se pérenniser à l'intérieur du FSE.

Nelly Martin - Marche mondiale des femmes - France (texte basé sur les notes de la réunion de bilan du Collectif de préparation de l'Assemblée européenne des droits des femmes)

LE FORUM SOCIAL MONDIAL : UN PROCESSUS À S'APPROPRIER

Du 16 au 21 janvier prochain aura lieu à Mumbai, en Inde, le 4^e Forum social mondial (FSM). Ce sera la première fois que le Forum se tient à l'extérieur de Porto Alegre. Il s'agit là d'une façon concrète de démontrer que le processus du FSM appartient à l'ensemble des mouvements sociaux et organisations questionnant une mondialisation qui rétrécit notre monde, qui impose du prêt-à-penser et des solutions uniques ayant des conséquences dramatiques. La Marche mondiale des femmes a soutenu, lors du Conseil international du FSM en 2003, cette décision de maintenir l'événement annuel dans un pays du Sud tout en changeant à intervalle régulier le lieu du Forum social mondial. Cela permet aux diverses communautés de pouvoir se mobiliser et démontrer leur opposition à la guerre, à l'exclusion, aux inégalités, à l'hégémonie sous toutes ses formes.

Pour le mouvement des femmes, et plus particulièrement la Marche mondiale des femmes, le FSM nous permet de faire connaître l'analyse féministe et de créer de nouvelles alliances pour arriver aux transformations sociales que nous souhaitons. Cependant, cela ne se fait pas sans difficultés. Il faut bien reconnaître qu'il y a de la résistance de la part de certains groupes ou individus à partager l'espace créé par le FSM sur la scène mondiale. Le féminisme, bien qu'ayant imprégné la plupart des mouvements sociaux dans les dernières décennies, occupe trop souvent encore une place secondaire lorsque vient le moment d'établir les priorités d'actions. Le

féminisme concerne les femmes, le socialisme concerne tout le monde! Les femmes, c'est du spécifique, les hommes, du général! Les luttes contre le néolibéralisme, l'impérialisme, le néocolonialisme, dans certains cas, sont prioritaires. La lutte contre le patriarcat, ça va s'améliorer quand on aura fait reculer les autres...

Pourtant, les femmes ne veulent plus, ne peuvent plus attendre. Notre défi est, dès lors, de bien établir nos priorités et nos attentes vis-à-vis le Forum social mondial comme processus de même qu'à l'intérieur du Réseau mondial des mouvements sociaux qui s'est créé à partir du FSM et dont la Marche mondiale des femmes est une des initiatrices. Dans le cadre du prochain Forum en Inde, **le 20 janvier de 10h00 à 13h00** plus précisément, un panel débattrait **l'avenir du processus du Forum social mondial**. Nous comptons bien y participer et nous vous invitons à nous envoyer vos commentaires sur le processus du FSM dans votre pays ou région du monde pour éclairer nos discussions.

Dans un autre ordre d'idées, il nous faut aussi examiner nos liens avec les réseaux féministes engagés dans le FSM. Il y aura les 14 et 15 janvier à Mumbai une rencontre de quelques représentantes de réseaux féministes régionaux et internationaux. Ce sera l'occasion d'examiner nos façons de travailler et de voir les convergences possibles dans nos analyses et nos actions. Cinq femmes du Comité international de la Marche nous représenteront. Elles y apporteront notre plan d'action pour 2005 et parleront de notre Charte mondiale des femmes pour l'humanité.

Nous aurons aussi l'occasion de parler de nos actions de 2005 lors d'un panel organisé conjointement par la MMF, ALAI-femmes (L'Agence Latino-américaine d'Information), le Réseau des femmes transformant l'économie (REMTE), les femmes de Via Campesina/CLOC (Coordination Latino-américaine d'organisations paysannes) et le groupe Dialogue Sud-Sud. Le panel a pour titre ***Diverses alternatives pour un changement global***. Il aura lieu **le 18 janvier de 9h00 à 12h00**.

En soirée le 18 janvier, l'activité principale traitera de questions chères aux féministes : *La guerre contre les femmes, les femmes contre la guerre*. La Marche mondiale des femmes en Inde organise quant à elle un atelier portant le titre *Fondamentalisme religieux, le communalisme, le castisme, et le racisme, l'agenda de la globalisation?* qui aura vraisemblablement lieu le 18 janvier.

Le mouvement des femmes de l'Inde organise une grande conférence sur les femmes où il y aura de multiples sujets abordés mais nous n'avons pas la date précise. La Marche mondiale des femmes a été invitée à participer dans différents ateliers ou panels dont un sur les femmes et la sécurité dans les communes où il y aura l'économiste allemande Maria Mies. Nous pourrions y présenter l'état de nos réflexions sur les alternatives macro économiques. Nous avons reçu d'autres invitations de la part de Bread for the World pour être sur un panel sur la violence envers les femmes et de Social Alert pour un panel sur les femmes et l'économie informelle, mais nous n'avons pas de confirmation des dates de ces activités. Nous comptons aussi organiser un atelier sur *Féminisme et action/activisme* dans le campement jeunesse, pour faire suite à notre activité du FSM 2003.

Pour celles qui seront à Mumbai, nous vous rappelons de nous indiquer comment nous pouvons vous rejoindre d'ici le FSM et durant car nous tentons aussi d'organiser une rencontre des femmes de la Marche mondiale des femmes le 16 janvier et une autre rencontre pour faire une évaluation le 21 janvier. Nous planifions, avec les femmes de l'Inde, diverses activités pour rendre visible la Marche mondiale des femmes. Nous aurons, entre autres, un kiosque auquel vous pourrez vous référer si vous voulez plus d'informations sur nos actions durant le Forum social mondial édition 2004.

Comme les années précédentes, le Comité international de la Marche mondiale des femmes profite aussi de l'occasion pour se rencontrer. Nous tiendrons donc notre 2^e réunion depuis la rencontre internationale de New Delhi à Mumbai du 11 au 13 janvier. Nous aurons l'occasion de réviser la première ébauche de notre Charte mondiale des femmes pour l'humanité avant qu'elle soit envoyée pour une première consultation!! Nous y abordons les valeurs défendues par les féministes depuis des années et des années : l'égalité, les libertés, les solidarités, la justice et la paix. Cette Charte deviendra, entre autres, un outil privilégié d'intervention pour nous dans le processus du Forum social mondial pour y impulser notre appel à construire un autre monde à partir de ces valeurs.

LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES CHEZ VOUS

Dans notre prochain numéro du Bulletin de liaison nous publierons des exemples d'actions récentes de la MMF dans différents pays... Donc si la Marche mondiale des femmes dans votre pays ou région a organisé des actions récemment (marches, rassemblements, etc.) – ou veut annoncer des actions à venir – merci de nous envoyer un court paragraphe décrivant l'événement (soit en anglais, français ou espagnol et ayant un maximum de 150 mots).

NOS COORDONNÉES

Marche mondiale des femmes 110 rue Ste-Thérèse, #203 Montréal, Québec, CANADA H2Y 1E6 Téléphone: (1) 514-395-1196 Télécopieur: (1) 514-395-1224	Courrier électronique: marche2000@ffq.qc.ca Site web: www.ffq.qc.ca/marche2000 <i>This Newsletter is available in English. Este boletín esta disponible en español.</i>
--	---